

Parlement francophone bruxellois
(Assemblée de la Commission communautaire française)



6 octobre 2025

SESSION ORDINAIRE 2025-2026

PROJET DE RÈGLEMENT

**portant approbation du règlement définitif du budget
de la Commission communautaire française pour l'année 2019 ⁽¹⁾**

(1) Voir rapport de la Cour des comptes relatif au compte général des services du Collège de la Commission communautaire française pour les exercices 2019 et 2020 [doc. 74 (2021-2022) n° 1].

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le décret du 30 mai 1994 modifiant le décret du 18 juin 1990 organisant la tutelle sur la Commission communautaire française, dans son article 10, précise que les comptes et budgets de la Commission communautaire française sont approuvés par l'Exécutif de la Communauté française pour les matières visées à l'article 166, § 3, de la Constitution.

Le décret du 24 avril 2014 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des organismes administratifs publics qui en dépendent prévoit qu'à partir de 2016 le Collège soumette, pour approbation, au Parlement francophone bruxellois, un compte général consolidé reprenant les comptabilités budgétaire et comptable des services du Collège, des services administratifs à comptabilité autonome et des organismes administratifs publics.

Le présent compte regroupe les comptabilités décentralisée et réglementaire des services du Collège pour l'année 2019.

La Présidente du Collège de la Commission communautaire française a transmis à la Cour des comptes, en date du 9 octobre 2020, le compte général non consolidé pour l'année 2019.

La Cour des comptes a informé les services du Collège qu'en l'absence de compte consolidé, elle était dans l'impossibilité d'exprimer une opinion dans le cadre de la procédure de certification prévue aux articles 69 et 89 du décret du 24 avril 2014.

Dès lors, elle a exercé sa compétence générale de contrôle des comptabilités générale et budgétaire définie à l'article 10, § 1^{er}, de la loi de dispositions générales.

Afin de permettre au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'exercer sa tutelle sur les matières visées par l'article 166, § 3, de la Constitution et vu la difficulté de dissocier de ce compte annuel la partie réglementaire de la partie décentralisée, il est proposé de soumettre au Parlement francophone bruxellois conjointement au projet de décret portant approbation du compte général et du règlement définitif du budget pour l'année 2019, le projet de règlement portant approbation du compte d'exécution du budget réglementaire de la Commission communautaire française pour l'année 2019.

PROJET DE RÈGLEMENT

portant approbation du règlement définitif du budget de la Commission communautaire française pour l'année 2019

TITRE I^{er}

Article 5

Du compte d'exécution du budget réglementaire

CHAPITRE I^{er}

Le budget des voies et moyens

Article 1^{er}

L'estimation des droits constatés en faveur des services du Collège de la Commission communautaire française, pour l'année budgétaire 2019, s'élève, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget – Budget des voies et moyens », à la somme de 14.958.000 EUR.

La prévision des crédits de liquidation à charge des services du Collège de la Commission communautaire française, pour l'année budgétaire 2019, s'élève, conformément au tableau « Compte d'exécution du Budget – Budget général des dépenses », à la somme de 23.765.000 EUR.

Article 6

Article 2

Les droits constatés en faveur des services du Collège de la Commission communautaire française, pour l'année budgétaire 2019, s'élève, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget – Budget des voies et moyens », à la somme de 14.803.466 EUR.

Les sommes liquidées au cours de l'année budgétaire 2019 du chef des droits constatés découlant des obligations préalablement ou simultanément engagées s'élèvent, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget – Budget général des dépenses », à la somme de 22.706.920 EUR.

CHAPITRE II

Le budget général des dépenses

Article 7

Article 3

La prévision des crédits d'engagements à charge des services du Collège de la Commission communautaire française, pour l'année budgétaire 2019, s'élève, conformément au tableau « Compte d'exécution du Budget – Budget général des dépenses », à la somme de 23.698.000 EUR.

L'encours des engagements au 31 décembre 2019 s'élève à 5.084.001,96 EUR.

TITRE II

Article 4

Du compte annuel

Les sommes engagées au cours de l'année budgétaire 2019 du chef d'obligations nées ou contractées au cours de cette année budgétaire et, pour ce qui concerne les obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes exigibles pendant cette année budgétaire s'élèvent, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget – Budget général des dépenses », à la somme de 23.301.205 EUR.

Article 8

Le compte général, incluant le compte d'exécution du budget et le compte annuel, est repris aux articles 9 à 11.

CHAPITRE I^{er}
Le bilan au 31 décembre 2019

Article 9

Le bilan synthétisé au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

En milliers d'euros

PCN	ACTIF	2019
20/6	Actifs immobilisés	51.891
28/9	Créances à plus d'un an d'échéance	1.829
30/7	Stock de fabrication et autres stocks	–
40/3	Créances à un an au plus d'échéance	3.332
5	Placements financiers à un an au plus d'échéance	101.797
	Disponible financier – Actions et parts – et leurs instruments financiers dérivés	
48	Comptes de régularisation et d'attente	4.050
	TOTAL ACTIF	162.899
	PASSIF	
10/3	Fonds propres	75.017
14	Provisions pour charges à venir	2.214
17/9	Dettes à plus d'un an d'échéance	9.926
44/7	Dettes à un an au plus d'échéance	27.035
5	Emprunts financiers à un an au plus d'échéance	1.304
49	Comptes de régularisation et d'attente	47.403
	TOTAL PASSIF	162.899

CHAPITRE II
Le compte de résultat

Article 10

Le compte de résultat synthétisé au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

En milliers d'euros

PCN	CHARGES	2019
60/67	Charges courantes	464.267
68/69	Charges en capital	13.895
699	Affectation du solde	2.754
	TOTAL DES CHARGES	480.916
6999	Augmentation de l'actif net ou diminution du passif net et augmentation des intérêts de tiers	
	TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	480.916
	PRODUITS	
70/76	Produits courants	484.222
77/8	Produits en capital	11
	Affectation du solde	180
	TOTAL DES PRODUITS	484.413

	RESULTATS	
	Solde des opérations courantes	19.955
	Solde des opérations en capital	– 13.883
	Sous-total	6.072
	Solde des opérations sur fonds propres et provisions	– 2.574
	SOLDE GLOBAL	3.497

CHAPITRE III
Le compte de récapitulation des opérations budgétaires

Article 11

Le compte de récapitulation des opérations budgétaires synthétisé de l'année 2019, en recettes et en dépenses, s'établit comme suit :

En milliers d'euros

SEC	Libellés	Montants
	RECETTES	
0	Recettes non ventilées	243
1	Recettes courantes pour biens et services	1.440
2	Revenus de la propriété	4
3	Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs	4.171
4	Transferts de revenus à l'intérieur du secteur des administrations publiques	478.375
5	Transferts en capital en provenance d'autres secteurs	–
6	Transferts en capital à l'intérieur du secteur des administrations publiques	–
7	Désinvestissements	–
	Sous-total	484.232
8	Remboursements de crédits, liquidations de participations et ventes d'autres produits financiers	–
	Sous-total	484.232
9	Dette publique	–
	TOTAL RECETTES	484.232
	DÉPENSES	
0	Dépenses non ventilées	12.390
1	Dépenses courantes pour biens et services	89.243
2	Intérêts et contributions aux pertes d'exploitation occasionnelles d'entreprises publiques	608
3	Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	312.300
4	Transferts de revenus à l'intérieur du secteur des administrations publiques	50.889
5	Transfert en capital à destination d'autres secteurs	4.918
6	Transferts en capital à l'intérieur du secteur administrations publiques	6.480
7	Investissements	16.408
8	Octroi de crédits, participations et autres produits financiers	80
	Sous-total	493.315
9	Dette publique	1.128
	TOTAL DÉPENSES	494.443

Article 12

En application de l'article 73 du décret du 24 avril 2014, l'exercice budgétaire est définitivement clôturé par le vote du présent règlement.

TITRE III
Du compte consolidé

Article 13

Le compte général consolidé prévu à l'article 69 du décret du 24 avril 2014 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des organismes publics qui en dépendent n'a pu être produit pour l'année 2016. La Cour des comptes s'est, donc, abstenue de le certifier. Dès lors, le compte général des services du Collège de la Commission communautaire française remplace ce compte consolidé.

Bruxelles, le 11 septembre 2025

Par le Collège de la Commission communautaire française,

La présidente du Collège, en charge du Budget,

Barbara TRACHTE

